

## TABLE RONDE N°1

### **QUELLE PLACE ACCORDER AU « CONTEXTE » DANS L'ANALYSE DE L'ACTION COLLECTIVE ? LE POIDS DES PERCEPTIONS DU POSSIBLE DANS L'ÉMERGENCE ET LE DÉCLIN DES « RONDES CITOYENNES » EN ITALIE (2002-2003).**

Hervé RAYNER, LASP, CNRS UMR 7026, Université de Paris X-Nanterre

La labilité de ce que nous tendons à réifier sous le terme de contexte devrait nous inciter à questionner le fixisme de nos catégories d'analyse. Nombre de théoriciens de l'action collective renoncent à étudier de front le « contexte », peut-être parce que la réalité phénoménale ainsi désignée leur semble erratique et par trop liée à une contingence incompressible qui ferait obstacle à toute ambition nomologique. Pour expliquer l'occurrence d'une action collective, qu'il s'agisse d'une manifestation ou d'un vaste mouvement social, il nous faut pourtant penser le « contexte », sans quoi nous risquons de vider les processus de mobilisation de leur historicité et de leur indétermination.

Si le concept de « structure des opportunités politiques » n'a cessé d'être amendé, au point d'être aujourd'hui mis en cause par ses propres inventeurs (Mathieu, 2004), le recours au « contexte » qui s'est imposé dans les théories de l'action collective demeure objectiviste, l'attention portée aux perceptions des acteurs reste secondaire, un peu comme s'il existait une « structure objective des opportunités » qui leur serait extérieure. Or, pour comprendre les ressorts des mobilisations, nous avançons que le « contexte » à prendre en considération résulte grandement de ce que perçoivent et font les acteurs (Dobry 1995, Siméant 1998). Nous suggérons que la façon dont ils perçoivent, à tort ou à raison, ce qui leur semble (im)possible de faire pèse énormément sur leurs pratiques et, en retour, sur le contexte.

Par perceptions du possible, nous entendons des évaluations immergées dans l'action. Il s'agit d'opérations quasi continues de calibration (anticiper les conséquences de ses actes), à la fois filtrées et générées par des schèmes de perception pré-agencés liés à des dispositions durables et par les positions occupées dans divers univers sociaux mais aussi, et il s'agit là d'un facteur absent de nombreux travaux, par des variables situationnelles *hic et nunc*. Si l'estimation par un individu de ce qui est (in)faisable tend à le persuader ou à le dissuader d'entreprendre telle ou telle action, il en va de même pour ses interlocuteurs car chacun calcule et agit en fonction de ce qu'il perçoit de ce que font les autres, autant d'indices contextuels en puissance. Cette dimension cognitive spéculaire, à l'œuvre dans toutes les représentations sociales, fait que des petites variations peuvent produire de grands effets. Les perceptions du possible, de par leur interconnexion, peuvent varier très vite, pour ne pas dire instantanément : elles se réfléchissent. La contribution et la dépendance des acteurs sociaux au « contexte » passent par ces jeux de miroir, ils agissent en s'observant les uns les autres et, faisant montre d'une grande susceptibilité, réagissent aux fluctuations de leurs anticipations. Plus ces oscillations sont sensibles, plus les efforts d'adaptation sont conséquents, c'est pourquoi l'événement requiert une nouvelle intelligibilité (Bensa, Fassin 2002, Suter 1997). Impression partagée et performative d'un brusque changement contextuel, un « événement »

correspond à une forte oscillation des perceptions du possible (Rayner, 2005). En écartant ces fluctuations, les usages dominants du concept de « structure des opportunités » achoppent aux périodes de changements rapides, quand le « contexte » évolue considérablement, voire bascule, sous le coup des (dé)mobilisations.

Loin de la narration factuelle de l'histoire événementielle, une approche attentive aux circonstances et à l'imprévisible, aux « séquences très contingentes qui produisent des irréversibilités » (Grossetti, 2004, p.176), permet de penser relationnellement les dynamiques de l'action collective et d'éviter d'« hypostasier » les « facteurs contextuels ». Nous verrons, à partir d'une étude de cas, l'essor et le reflux des « rondes citoyennes » en Italie, que de fortes oscillations des perceptions du possible agissent comme une force sociale puisqu'elles transforment les pratiques des acteurs (jusqu'à faire advenir l'impensable, rendre accessible des coups qu'ils s'interdisaient jusque là), le contexte et, partant, les structures (Sewell, 1996).

Notre hypothèse centrale est que les oscillations des perceptions du possible chez les différents protagonistes de l'enchevêtrement relationnel d'une (dé)mobilisation en constituent l'élément moteur car elles permettent d'en expliquer l'occurrence. Sur le plan méthodologique, mettre en perspective ces variations qui facilitent ou compliquent l'engagement dans l'action collective nécessite un important travail de reconstitution de configurations éclatées (les perceptions diffèrent d'un point de vue à l'autre) et mouvantes. Nous pouvons néanmoins repérer les évaluations que les acteurs faisaient de ces situations car elles sont observables (déclarations, engagements, revirements), laissent des traces, notamment dans la presse où les coups échangés par les divers protagonistes (journalistes, élus et autres représentants des « autorités », promoteurs, partisans, cibles et adversaires du « mouvement ») sont inscrits et datés. Lorsque le cadre chronologique le permet, mieux vaut éviter de procéder par échantillonnage au profit d'un dépouillement exhaustif (chaque numéro d'une publication) pour faire ressortir la dynamique des événements. Un méticuleux effort de recoupement bibliographique et prosopographique complété par des entretiens auprès des différents types de protagonistes permet de restituer les évaluations qui informaient leurs pratiques, méthode que nous avons appliquée pour notre thèse de doctorat sur les scandales (Rayner, 2001). Les moments de basculement qui rythment les mobilisations de leur émergence à leur phase de reflux gagnent en intelligibilité si nous parvenons à saisir les dimensions relationnelle et diachronique des évaluations des acteurs *in situ*.

En 2002, des mobilisations promues par de très petits groupes au nom de la « société civile » ont scandé le jeu politique italien et représenté un défi tant pour le gouvernement que pour l'opposition. L'irruption des « rondes » (*girotondi*) voyant des participants sans banderoles ni autres symboles partisans se donner la main autour des sièges d'institutions (tribunaux, ministères, Parlement, bâtiments de la télévision publique etc.) va renouveler le répertoire d'action collective. A la faveur d'une dynamique totalement imprévue, ces rondes vont peser sur le jeu politique et donner lieu à des manifestations beaucoup plus massives. Qu'est-ce qui a rendu cette configuration si conductrice ? Comment un tel mouvement peut-il influencer le jeu politique ? Comment les acteurs perçoivent-ils et exploitent-ils des opportunités politiques ? Pour répondre à ces questions, nous tenterons de montrer que des perceptions très volatiles et très localisées, évaluations qui, dans les sciences sociales, sont généralement écartées, ont pesé sur ces processus de (dé)mobilisation. Nous verrons que la capacité des acteurs de moduler leurs anticipations selon les circonstances, à savoir leur réactivité et leur contribution au contexte, constitue une dimension cruciale de leur agir, notamment dans le cadre de l'action collective.

## LE « CONTEXTE », CHAÎNON MANQUANT DES APPROCHES SOCIO-GÉNÉTIQUES

Avant de se demander ce qu'une généalogie causale peut nous apprendre sur ces « rondes », rappelons que l'expression « société civile » est surtout utilisée comme un antonyme, à savoir la partie valorisée de l'opposition « Etat/société civile ». Nous savons que cette dichotomie est un non-sens sociologique du fait de la différenciation sociale, « l'Etat » et la « société civile » étant composés d'interactions ordinaires entre des univers sociaux partiellement autonomes et différenciés. Parler au nom de l'Etat ou de la société constitue un tour de force, c'est pourquoi nous devons prendre en compte les usages et les effets de cette ressource rhétorique du débat politique, cette arme souvent utilisée par les nouveaux entrants et les prétendants. Quelles sont les causes structurelles des mouvements se réclamant de la « société civile » en Italie ? Peut-on recenser des filiations ou des continuités dont les *girotondi* seraient le prolongement ? Cette étiologie nous permet-elle de comprendre les *girotondi* ? Jusqu'où pousser cette recherche des origines ?

Après le *ventennio* fasciste, dans les premières années de la République, des millions d'Italiens étaient socialisés par des associations culturelles, récréatives et sportives liées aux partis politiques ou aux institutions ecclésiastiques. La *Democrazia Cristiana* (DC) et le *Partito Comunista Italiano* (PCI) dominaient deux vastes univers composés de multiples organisations. Si l'hégémonie socioculturelle des deux principales subcultures n'empêchait pas l'essor d'un secteur associatif, il était difficile, y compris pour la confédération patronale Confindustria, de trouver une place en dehors de ces deux « églises ». Jusqu'aux années 1960, l'associationnisme restait dominé par l'Eglise et les principaux partis politiques. De manière significative, les petits groupes qui réussirent en premier à agir au nom de la « société civile » émergèrent en dehors et même à l'encontre des deux principales subcultures, dans un espace social à l'intersection du journalisme, de l'université, de l'entreprise privée et de la politique : « l'aire laïque ».

Fondé en 1955 par l'aile gauche du Parti Libéral, le Parti Radical a longtemps ressemblé à la branche politique de l'hebdomadaire *Il Mondo*, connu pour ses campagnes contre la corruption. Ce club élitiste a changé avec sa réorganisation en 1967, l'ascension de Marco Pannella, son nouveau leader issu du syndicalisme étudiant, et les opportunités ouvertes par les mouvements ouvrier et étudiant. Les radicaux vont miser sur de spectaculaires actions non-violentes (conférences de presse silencieuses, défilés provocateurs, grèves de la faim ou de la soif, jeûnes collectifs, appels à la désobéissance civile) proches du happening, des campagnes référendaires (pour le divorce, l'avortement, contre le financement public des partis etc.) et vont peser sur l'agenda politique des années 1970 et 1980. Leur idéologie mêlait la critique adressée par Mosei Ostrogorski à la bureaucratie des partis politiques, Gandhi, la nouvelle gauche américaine et les attaques de Pier Paolo Pasolini contre le *Palazzo*, métaphore de la *partitocrazia*. Ces luttes iconoclastes au nom des droits civiques ont eu lieu en même temps que les « nouveaux mouvements sociaux » (combats féministes, écologistes, pacifistes, antipsychiatriques etc.). L'influent hebdomadaire *L'Espresso* a soutenu nombre de ces nouveaux acteurs collectifs dont l'essor a pris place au moment où les subcultures catholique et communiste commençaient à décliner. D'un côté, la rapide transformation de la société italienne a lourdement contribué à l'autonomisation et à la diversification des réseaux associatifs qui étaient à la fois le produit et le producteur d'un état d'esprit critique relayé par l'« explosion » des radios locales privées. De l'autre, les partis politiques dominants demeuraient peu réceptifs. Les nouveaux entrants qui, dans le jeu politique, agissaient au nom de la « société civile » pouvaient dénoncer un « décalage » et construire des opportunités : les radicaux entraient au Parlement lors du « compromis historique » entre la DC et le PCI, puis le jeune secrétaire du Parti Socialiste Bettino Craxi

adoptait le slogan de la « modernisation », s'appuyait sur les classes sociales en ascension (le secteur tertiaire « avancé » du management, des médias, de la publicité et de la finance) et s'entourait de personnalités de la « société civile », artistes, industriels, journalistes, sportifs etc.

Ces différentes expressions de la « société civile » proviennent de processus macro-sociaux tels que la croissance économique, l'amélioration des conditions de vie, l'urbanisation, la sécularisation, l'augmentation du taux de scolarisation, l'émergence de vastes classes moyennes diplômées, l'extension du temps de loisir, la « révolution des mœurs » etc. Caractérisés par leur capital culturel, leurs revendications éthiques, leur credo méritocratique, des groupes issus des classes moyennes supérieures, partiellement autonomes vis-à-vis des partis et des syndicats, se montraient capables d'agir conjointement et ouvertement pour des biens publics (indivisibles). Ils ont permis l'essor et, en retour, ont été renforcés en tant qu'acteurs collectifs, par quelques leaders partisans de la « question morale » et ont rendu possible des initiatives comme *Società Civile* à Milan autour du sociologue Nando Dalla Chiesa ou le mouvement antimafia à Palerme, avec le démocrate-chrétien « dissident » Leoluca Orlando. Les tendances lourdes déjà mentionnées éclairent ces mobilisations, elles peuvent même être considérées comme autant de conditions de possibilité, mais elles s'avèrent insuffisantes dès qu'il s'agit de rendre compte de mobilisations à intervalles très irréguliers : des facteurs contextuels qui émergent et se défont sur le court terme ont aussi un poids décisif. Des scissions rythmant la longue histoire des mobilisations contre la mafia (Santino, 2000), nous pouvons déduire que les circonstances ont leur importance : les brusques variations du niveau de participation à ces actions collectives dépendent beaucoup de propriétés situationnelles. Les porte-parole de la croisade palermitaine antimafia et ceux de *Società Civile* furent à l'origine de *La Rete* (le réseau), un mouvement politique axé autour d'un discours « société civile » *versus* partis politiques. Sa percée politique fut limitée mais elle a servi de référence aux futurs initiateurs des *girotondi* qui ont été formés politiquement durant les mobilisations à la base de « l'opération Mains propres » quand nombre d'acteurs politiques misaient sur la « société civile », du *Movimento Sociale Italiano* (néofasciste) à *La Rete*, de la Ligue du Nord au mouvement référendaire mené par le démocrate-chrétien « dissident » Mario Segni. *Mani pulite* était alors célébré comme une « révolution civique » contre un « régime corrompu », cadre dualiste dû à la polarisation de l'espace public (« le nouveau » contre « l'ancien ») qui a contraint et autorisé le magnat Silvio Berlusconi à entrer en politique avec une nouvelle entreprise partisane, *Forza Italia*, désignée comme le « meilleur de la société civile ». Dès que les mobilisations constitutives des scandales de Tangentopoli s'estompèrent à la fin de 1994, la « société civile » disparut du jeu politique.

Deux des processus de longue portée que nous avons relevés sont allés en s'amplifiant : le déclin des organisations de masse des partis politiques, la croissance du secteur associatif. Or, à l'exception du mouvement altermondialiste, entre 1995 et 2002, la « société civile » a très peu investi le jeu politique. Des commentateurs assuraient que la « télécratie éteint le civisme », que les citoyens s'étaient désengagés et qu'une longue phase d'apathie avait pris place après le climax de *Mani pulite*, diagnostic partagé par nombre d'activistes associatifs. Si nous connaissons les conditions de possibilité macro-sociales de la protestation collective au nom de la société civile, nous ignorons toujours ce qui permet d'expliquer l'occurrence de ces mobilisations, leur extension et leur incidence sur le jeu politique. Quelle est la *causa efficiens* faisant que des personnes s'engagent en masse dans ce type d'action collective ? Pourquoi ces mobilisations restent-elles intermittentes ? Notre thèse est que les circonstances sont décisives, au sens où ce que nous avons pour habitude d'appeler « le contexte » compte énormément. Le substrat sociétal de l'engagement civique est « déjà là », le « terreau » semble « fertile », le secteur associatif a pris racine, un registre discursif et

un répertoire d'action collective semblent disponibles, des filiations existent, mais le contexte n'est pas toujours propice à l'essor d'une vaste mobilisation. L'absence d'intérêt pour le « contexte » dans les approches socio-génétiques occulte une bonne part des ressorts de l'action collective, ces ressorts émergents qui ne peuvent être directement déduits de l'histoire des structures.

## LA TRANSFORMATION DU CONTEXTE COMME VARIATION DES COÛTS DE L'ACTION COLLECTIVE

En 2001, la configuration qui avait prévalu durant « Mains propres » semble une lointaine parenthèse historique. La plupart des magistrats instructeurs et leurs soutiens ont depuis longtemps cédé à une sorte de résignation défaitiste ; quand bien même de nombreux indices tendent à montrer que les pratiques de corruption se poursuivent à grande échelle, le nombre de plaintes auprès des parquets a chuté, les scandales sont minimes du fait de la faiblesse et du cloisonnement des mobilisations. En outre, depuis 1997, toutes les campagnes référendaires échouent, le quorum n'étant pas atteint avec un taux de participation inférieur à 50 %. Cette configuration à laquelle contribuent et dans laquelle sont pris les acteurs ne paraît guère favorable à l'occurrence d'un important mouvement mené au nom de la société civile. Ce climat d'atonie a caractérisé la législature de centre-gauche entre 1996 et 2001. Une certaine fermeture des Démocrates de gauche (DS, *Democratici di Sinistra*), principal parti de la coalition de l'Olivier, lors des investitures aux élections locales verrouillées par les instances dirigeantes nationales (Mastropaolo, 2002, p.38) puis la victoire de la coalition de centre-droit *Casa delle Libertà* aux élections législatives de mai 2001 et le retour de S. Berlusconi à la présidence du Conseil ont même découragé la plupart des tenants de la « question morale ». Le « contexte initial » n'est a priori guère favorable à ceux qui entendent à la fois protester contre les politiques du gouvernement Berlusconi et contre « l'apathie de l'opposition », ce qui nous permet de mettre en cause la pertinence du concept de « structure des opportunités politiques ». A y regarder de près, le mouvement des *girotondi* perd l'évidence que lui attribue l'illusion rétrospective du déterminisme *post-factum* puisqu'il prend place dans une phase que les inventeurs du concept qualifieraient de « fermeture des opportunités »<sup>1</sup>. C'est à la fois ce que nous entendons par opportunités et la transformation de ce que nous désignons habituellement par le terme de « contexte » qu'il nous faut questionner.

Ce verrouillage apparent de la situation politique (une vaste majorité parlementaire bâtie autour du propriétaire du plus puissant holding médiatique, une opposition divisée et terrassée) n'en a pas moins rendu possible de nouveaux types de mobilisations et revendications au nom de la « société civile ». Contre toute attente, l'année 2002 a été marquée par l'émergence d'une série de mobilisations « contestataires », comprenant des formes d'action plus ou moins inédites (les rondes) et des manifestations syndicales d'une ampleur inégalée. Nous suggérons que la transformation du contexte (l'occurrence de nouvelles anticipations) au début de 2002 est à la fois le produit et le producteur de cette concaténation de mobilisations dotée de sa propre dynamique :

24 janvier : manifestation organisée par des universitaires à Florence, 12 000 participants.

---

<sup>1</sup> Les quatre critères retenus par Doug Mc Adam (Mc Adam, 1996, p.27) seraient ici défavorables à un éventuel mouvement : fermeture du jeu politique, stabilité des alignements politiques, faible présence d'alliés au sein des élites (et censure des principaux médias), tendance répressive des autorités : la forte répression qui a marqué les mobilisations altermondialistes lors du G8 à Gènes en juillet 2001 est dans toutes les têtes.

26 janvier : 4 000 personnes forment une ronde autour du Palais de justice de Milan en signe de solidarité avec les membres du parquet, il s'agit du premier *girotondo*.

17 février : deuxième *girotondo* : 5 000 manifestants encerclent le Palais de justice de Rome pour protester contre la politique judiciaire du gouvernement.

20 février : 3 000 « auto-convoqués » autour du palais de justice de Bologne.

23 février : 40 000 personnes à Milan pour la « journée de la légalité ».

27 février : 20 000 manifestants à Naples avec l'association *Assise per la democrazia*.

2 mars : à l'appel de l'Olivier et des *girotondi*, 300 000 manifestants à Rome contre la politique gouvernementale en matière de justice.

10 mars : troisième *girotondo*, des milliers de manifestants autour des bâtiments de la RAI.

23 mars : à l'appel de la centrale syndicale de gauche CGIL, 2 millions (trois millions selon les organisateurs) de manifestants à Rome contre la politique sociale du gouvernement.

16 avril : grève générale, 13 millions de participants et 2 millions de manifestants d'après les trois grandes confédérations syndicales (CGIL, CISL et UIL).

31 juillet : *girotondo* devant le Sénat en signe d'opposition à la loi Cirami.

14 septembre : *girotondo* national à Rome contre le projet de réforme de la justice, avec plusieurs centaines de milliers de participants.

18 octobre : mobilisation syndicale à l'initiative de la CGIL en faveur des droits des travailleurs, 2 millions de manifestants dans toute l'Italie.

9 novembre : dans le cadre du Forum Social européen, 300 000 manifestants altermondialistes défilent pacifiquement à Florence.

15 février 2003 : avec un million de participants, la manifestation romaine contre la guerre en Irak est la plus massive de celles qui marquent la plupart des capitales occidentales.

Pour les acteurs mobilisés, mais aussi pour leurs adversaires ou partenaires politiques et pour les journalistes, l'ampleur de l'affluence a d'abord été une surprise, elle démentait des préjugés sociaux très prégnants, beaucoup parlaient d'un « réveil de la société civile ». Comment comprendre ce retournement du contexte ? Peut-on parler de nouveau cycle de protestation (Tarrow, 1989) ? Relier ces actions collectives fait-il sens ? Nous verrons que l'un des traits caractéristiques des premières manifestations tient dans le fait que les initiateurs sont loin d'être des activistes politiques, qu'ils ont dû s'improviser agents mobilisateurs et qu'ils revendiquent leur non-appartenance aux partis politiques et se positionnent au « centre-gauche ». Le mouvement ne part pas des milieux les plus mobilisés, ses promoteurs n'étaient pas particulièrement engagés avant les événements qui vont les consacrer comme tels.

Le « contexte politique national » où s'inscrivent les premières mobilisations de cette concaténation est placé sous le signe de la « question judiciaire » dont l'acuité s'avère grandement liée aux poursuites pénales dont le Président du Conseil et ses proches font l'objet. Après que certaines des premières mesures prises par son gouvernement (la dépenalisation de la falsification de bilan, la complication des commissions rogatoires internationales) aient eu pour effet d'annuler ou de freiner des poursuites judiciaires à son encontre, S. Berlusconi est intervenu à maintes reprises pour annoncer la séparation des fonctions de magistrat du Siège et de magistrat du parquet ou pour blâmer le « complot des juges politisés ». La « question judiciaire », qui mobilise des parlementaires, des représentants de la magistrature, des avocats et des journalistes, a pris la forme d'une confrontation entre l'entourage berlusconien et les magistrats chargés des procès en cours. Cette série d'échanges de coups (les magistrats vont répondre par une grève et la démission des délégués de l'Association Nationale des Magistrats) s'est imposée comme le principal enjeu politique de ce début de législature, ce dont témoignent l'empressement du gouvernement à légiférer en la

matière, la violence des propos et l'importance stratégique des postes liés à la justice<sup>2</sup>. Ce conflit a convaincu certains tenants de la « question morale » de s'engager, des initiatives ont émergé, avec la formation d'associations, des manifestations comme le regroupement bimensuel de dizaines de romains arborant une écharpe jaune, les *girandole* à Milan en octobre 2001 (un rassemblement de 400 personnes devant le palais de justice en faveur de magistrats auxquels le gouvernement venait de retirer l'escorte), mais leurs promoteurs ressentaient un climat défavorable : enrôler des soutiens n'était pas facile, les chances de succès et de pérennité d'une protestation leur paraissaient assez minces.

Les circonstances sont cruciales parce que la plupart des acteurs susceptibles de se lancer dans ce type d'action évaluent leur participation à l'aune de leur perception de ce qui (im)possible, risqué ou facile d'entreprendre : la façon dont ils estiment les chances et l'efficacité de l'engagement, les menaces et les bénéfices potentiels, les convainc ou les dissuade, autrement dit, la façon dont ils évaluent le contexte, perçu comme plus ou moins (dé)favorable, contribue lourdement au contexte. Jusqu'en janvier 2002, la plupart des promoteurs de ces mobilisations restaient assez pessimistes et il leur était difficile de recruter en dehors des cercles d'activistes. Prisonniers de cette logique spéculaire, ils restaient captifs de leurs évaluations fatalistes. C'est pourquoi les mobilisations ne décollaient pas et que les pionniers demeuraient isolés : eux-mêmes n'y croyaient pas outre mesure. Les acteurs sociaux sont des agents cognitifs, le facteur perceptif est décisif pour comprendre ce qui les fait agir. Ils ont besoin de stimuli pour se mobiliser. Cette interdépendance spéculaire fait aussi que les « événements » consistent en de fortes et concomitantes oscillations des perceptions du possible, des réactions en chaîne contraignant les acteurs à changer leur pratique. Parce que les acteurs ont tendance à se conformer à leurs estimations, l'occurrence d'événements affecte grandement ce qu'ils font. A la différence de l'herméneutique événementiale défendue par Claude Romano<sup>3</sup>, nous concevons l'événement comme un processus fait de multiples médiations et plaidons pour une approche relationnelle. Pour vérifier comment la survenue d'événements contingents (au sens où ils auraient très bien pu ne pas avoir lieu) a pu reconfigurer le contexte et générer de nouvelles mobilisations, nous allons revenir sur les phases initiales de ce cycle, séquençage qui nous permettra d'en faire ressortir la dynamique.

Le 12 janvier 2002, à l'occasion de l'inauguration de l'année judiciaire, le procureur général de Milan Francesco Saverio Borrelli enjoint ses confrères magistrats à « résister, résister, résister » aux attaques du gouvernement. Cette intervention inattendue de l'ancien procureur en chef du pool Mains propres peut être considérée comme l'un des points de départ des *girotondi* car elle fait figure d'événement. Cet appel en référence à la résistance contre le fascisme est disruptif parce qu'inattendu. Il détonne parce qu'il provient d'un haut magistrat issu d'une lignée judiciaire de la grande bourgeoisie, s'exprimant dans le cadre d'une cérémonie officielle. Pour lui, sortir du rôle attendu en cette occasion solennelle pour tirer l'alarme avait paru moins risqué parce qu'il s'apprêtait à partir en retraite. Cette transgression inopinée de la bienséance a engendré une série d'oscillations des perceptions de

---

<sup>2</sup> Le groupe parlementaire de *Forza Italia* (FI) est composé de 18,9 % d'avocats. La présence d'avocats de la défense de FI à des postes clefs est significative. Entrés au Parlement, les défenseurs de S. Berlusconi Gaetano Pecorella et Nicola Ghedini sont omniprésents : le premier préside la Commission Justice de la Chambre des députés, le second a intégré le comité chargé des levées de l'immunité parlementaire (nécessaires pour l'exécution des mandats d'arrêts). L'avocate Isabella Bertolini occupe la vice-présidence du groupe à la Chambre et a été la rapportrice de la loi Cirami ; l'avocate Jole Santelli est sous-secrétaire d'Etat à la Justice ; l'avocat Nino Mormino, défenseur de plusieurs mafieux dont l'ancien chef de Cosa Nostra Totò Riina, est vice-président de la Commission Justice de la Chambre ; l'avocat Roberto Centaro préside la Commission anti-mafia ; l'avocat Donato Bruno préside la Commission des Affaires Constitutionnelles.

<sup>3</sup> « L'événement n'est pas d'abord possible avant d'être effectif : ni prévisible selon un régime causal, ni anticipable sur le mode du projet. Il survient, rigoureusement, *avant que d'être possible* » (Romano, 1998, p. 70). Si nous partageons avec Claude Romano l'idée que l'événement, en tant qu'expérience, n'est pas réductible à ses causes, nous estimons qu'en faire un incommensurable, un absolu qui fait table rase, tend à l'essentialiser.

ce qu'il était possible de dire ouvertement, en public, à propos de la situation politique. Cet appel est devenu un événement parce que nombre d'acteurs s'en sont emparé comme d'un signal pour réévaluer leurs estimations et envisager de nouvelles actions. L'événement consiste précisément en ce processus social de refonte du concevable. Une sévère critique de la politique gouvernementale devint soudain moins incongrue, le coût d'un appel ou d'un recours à la rue paraissait réduit pour les suiveurs patentés. Avec ces nouveaux paramètres, des acteurs devenaient plus réceptifs, une variation signifiante et synchrone de leurs évaluations avait des effets désinhibiteurs, même si, sur le moment, rien ne laissait présager des mobilisations à venir : c'est après coup, moyennant maintes médiations et appropriations, que l'appel, qui n'était mobilisateur qu'en puissance, fera figure de déclencheur.

Ce même 12 janvier, en réponse à la déclaration de Borrelli, des résolutions sont prises au sein de petits cercles discutant de politique en privé. Regardant ensemble le reportage du journal télévisé, deux amies, traductrices à Rome, décident de « faire quelque chose », l'insistance d'une amie intriguée va les pousser à planifier un sit-in aux abords du ministère de la Justice. Même type de prise de décision le même soir à Florence au domicile de l'historien anglais Paul Ginsborg lors d'un dîner entre une dizaine d'amis, enseignants et étudiants, lesquels optent pour l'organisation d'une marche en faveur de la magistrature et de la liberté de l'information. Ces deux initiatives ne vont pas rencontrer le même écho : le sit-in romain du 19 janvier réunit une soixantaine de personnes, pour la plupart des amis des deux traductrices. Le 24 janvier, la « marche des professeurs » rassemble 12 000 manifestants le long d'un parcours reliant l'Université au Palais de Justice de Florence. Cette affluence dépasse de très loin les espoirs de Paul Ginsborg et du professeur d'Aménagement du Territoire Francesco (dit Pancho) Pardi, propulsés porte-parole de ce qui est en passe de devenir « le mouvement des professeurs de Florence ». Le 26 janvier, 4 000 personnes main dans la main forment une ronde autour du Palais de justice de Milan en signe de solidarité avec les membres du parquet, il s'agit du premier « *girotondo* ». A ce moment, les organisateurs de ces trois actions collectives s'ignorent.

Trois semaines après l'appel de Borrelli, dont la transformation en événement et les actions subséquentes ont déjà produit des mini-basculements à Milan et à Florence, un deuxième « événement » de ce type prenait place à Rome lors d'un meeting sur le thème de la justice organisé par le comité du sénateur de l'Olivier Nando Dalla Chiesa *La legge è uguale per tutti*. Ce 2 février sur la place Navone, après les discours de Francesco Rutelli, président de la *Margherita* (rassemblement de formations de centre-gauche) et de Massimo D'Alema, président des Démocrates de Gauche (DS), le cinéaste Nanni Moretti leur adressa une sévère remontrance, les jugeant « peu respectueux » envers leurs électeurs et complaisants envers le gouvernement, « avec vous, nous sommes condamnés à la défaite ». Connu pour ses sympathies de gauche et ses films si expressément politiques, le réalisateur ne s'était jamais risqué à un tel registre. Cette intervention avait été précédée à cette même tribune par une charge de l'universitaire Francesco Pardi, invité à parler au nom des « professeurs de Florence », qualifiant la politique de compromis de M. D'Alema de « désastre ». Présent dans le public, N. Moretti s'est rapproché de l'estrade à la fin du meeting et plusieurs dans le public lui ont demandé d'intervenir, ce qu'il fit en improvisant un message virulent. Exaspéré par le discours de F. Rutelli, son entourage avait quitté le meeting avant sa prestation ; pour lui-même, ses proches et beaucoup d'électeurs de gauche, cette harangue pointant la « mauvaise stratégie » des leaders de l'Olivier (qui plus est en leur présence) était très parlante et fut reçue comme un signal, un tournant :

« Je l'ai cherché sur son portable, je l'ai trouvé, il était dans un état complètement survolté parce qu'il ne savait pas très bien ce qu'il avait dit et m'a demandé "écoute aux infos ce que j'ai dit parce que je ne m'en souviens plus", je dois dire que ça été



pour nous, ça a rompu une digue, parce qu'enfin les gens, on sentait que les gens jusque là ne se sentaient pas autorisés, ils avaient peur quoi et là ça été un truc, ça a eu un effet, une déflagration », Silvia Bonucci, organisatrice du *girotondo* romain<sup>4</sup>.

Présenté dans les médias comme le « j'accuse de Moretti », ce grief a été reçu par beaucoup comme une forte incitation à agir ; des étudiants de Gènes ont fondé un comité local *La legge è uguale per tutti* (« pour protéger les règles du jeu démocratique ») à leur retour du meeting. Cette prise de parole avait des répercussions visibles, vérifiables par la place accordée dans les journaux et par l'ampleur des réactions politiques. La plupart des dirigeants du centre-gauche rétorquèrent que « l'indignation » ne pouvait être une réponse politique, certains déploraient une « attitude antipolitique », voire des « passions pré-politiques ». La « structure des opportunités politiques », dans sa conception réifiante, comme si les opportunités étaient un facteur objectif extérieur aux acteurs<sup>5</sup>, restait inchangée et pourtant, en quelques jours, le contexte politique changeait considérablement. Une violente critique du gouvernement et de l'opposition n'était plus si risquée et le passage à l'action paraissait plus « jouable ». Ce réquisitoire de la place Navone a marqué une étape décisive d'une contestation croissante et imprévue des dirigeants de l'opposition par une partie de leurs soutiens habituels. Son retentissement était vecteur de nouvelles projections quant à ce qui devenait envisageable de faire à court terme.

Cette transformation du contexte, *i.e.* de la façon dont les acteurs donnaient sens à leur environnement, impulsait une dynamique, un mouvement prenait forme. Le 17 février, pour protester contre la politique judiciaire du gouvernement, 5 000 manifestants entouraient le Palais de justice de Rome et formaient une chaîne humaine sans banderoles partisans. Ce deuxième *girotondo* a beaucoup plus marqué les esprits que le *girotondo* milanais du mois précédent qui, malgré ses 4 000 participants et sa forme assez novatrice (des manifestants s'opposant à l'installation des missiles pershing y avaient déjà eu recours au début des années 1980, ce qu'ignoraient les organisatrices), n'avait pas reçu un large écho médiatique, beaucoup de journalistes l'interprétant comme une survivance de *Mani pulite*. A trois semaines de distance, le *girotondo* romain, à savoir la même forme d'action collective, avec le même niveau de participation, faisait événement et était perçu comme une innovation majeure. Comment comprendre un tel changement de la réception et du cadrage ? Primo, le « j'accuse de Moretti » a effectivement altéré les attentes d'une partie des sympathisants du centre-gauche et, pour d'autres motifs, des commentateurs attirés du jeu politique. Secundo, cette manifestation était considérée par les journalistes comme sans précédent à Rome et l'affluence représentait à leurs yeux un « saut quantitatif » à prendre en considération. Tertio, N. Moretti s'était adressé aux participants avec un mégaphone<sup>6</sup>, une actrice populaire (Isabella Ferrari) et plusieurs politiciens (l'ancienne Ministre de la Culture Giovanna Melandri, l'ancien Ministre de la Justice Oliviero Diliberto) étaient également présents. En outre, par un hasard heureux, cela tombait jour pour jour dix après l'arrestation de Mario Chiesa, considérée comme la date anniversaire de *Mani pulite*. C'est dire si la contingence a son rôle et si le sens attribué à la situation se révèle déterminant (Mc Adam, Sewell, 2001, p.112 et 119) dans l'impact des multiples médiations constitutives de l'événement. Des

<sup>4</sup> Entretien personnel avec Silvia Bonucci, Paris, 26 décembre 2003. Les citations suivantes de Silvia Bonucci proviennent du même entretien.

<sup>5</sup> Si Charles Kurzman note que « la structure objective des opportunités » et les « perceptions des opportunités » ne coïncident pas nécessairement (les acteurs pouvant ne pas percevoir des opportunités réelles ou percevoir des opportunités là où il n'y en a pas) et souligne les risques liés à l'objectivisme (« *In social-movement theory, structural opportunity means the social's scientist's perception of opportunities* »), il n'en continue pas moins de penser en termes dualistes opposant les perceptions des opportunités à la « structure objective des opportunités », (Kurzman, 1996, p. 165).

<sup>6</sup> « Moretti leader: difendiamo la democrazia », *Il Corriere della Sera*, 18/02/2002, p.3.

acteurs externes à la mobilisation, des politiciens en particulier, devaient dorénavant compter avec ces oscillations des perceptions du possible, ce que des journalistes baptisaient « l'effet Moretti ». Victime d'un retour au premier plan d'une rhétorique opposant la « rue » au « Palais », « les citoyens » aux partis, l'ancien président du Conseil M. D'Alema a dû réagir : « je suis préoccupé par les accents de désespoir et le gauchisme au sein de la gauche italienne, si ces sentiments l'emportent, Berlusconi restera longtemps au pouvoir »<sup>7</sup>.

Un autre événement catalyseur a convaincu nombre d'acteurs que « quelque chose était en train de se passer », en l'occurrence le succès inattendu de la « journée de la légalité », organisée à Milan le 23 février par la revue *Micromega* et l'Observatoire Milanais du crime organisé, pour célébrer les dix ans de l'opération Mains propres. L'ampleur de la mobilisation a pris de court les organisateurs et les forces de police, la plupart des quarante mille participants n'ont pas pu entrer dans le palais des sports et ont stationné devant les grilles où, à l'improviste, des orateurs dupliquaient le meeting. L'économiste Paolo Sylos Labini y a stigmatisé « la criminalité organisée au pouvoir », le directeur de *Micromega* Paolo Flores d'Arcais a salué le « début d'un mouvement transversal aux partis » ; une quinzaine d'intervenants, du Prix Nobel de Littérature Dario Fo à Antonio Di Pietro, l'ancien héraut de *Mani pulite*, fustigèrent à la fois le conflit d'intérêts de S. Berlusconi et la stratégie de M. D'Alema et de F. Rutelli, dont les noms furent copieusement sifflés par le public. Pour ceux qui avaient lancé les mobilisations du mois précédent (les *girotondi* milanais et romain, le défilé des « professeurs de Florence ») cette « journée de la légalité » a fait figure d'événement : durant ce moment de rencontre où ils avaient été inclus in extremis parmi les orateurs, l'incroyable survenait car l'impression d'un renversement du contexte allait bien au delà de leurs espérances, ils pouvaient de visu mesurer une soudaine réceptivité collective<sup>8</sup>.

Les réactions « immédiates » aux philippiques adressées aux gouvernants et aux dirigeants de l'Olivier alimentaient le débat en lui conférant une vaste portée médiatique et politique. Le meeting, dont les préparatifs n'avaient pas suscité beaucoup d'articles, faisait les gros titres de la presse écrite du lendemain, la photo d'A. Di Pietro s'adressant à la foule juché sur les grilles était en une de *La Repubblica*, visualisation objectivante du « décollage » dont quantité d'acteurs, dans d'autres régions d'Italie, pouvaient se saisir pour estimer à la hausse les chances d'une mobilisation locale. Si le leader de *Rifondazione Comunista* Fausto Bertinotti (dont le nom fut aussi sifflé) parlait d'une « révolte des classes moyennes » éloignée « des grandes luttes sociales », Giovanni Berlinguer, l'un des porte-parole du *correntone* (aile-gauche des DS), réclamait un changement de la ligne politique des DS, le secrétaire général des DS Piero Fassino affirmait la nécessité « d'entendre le message de Milan ». Ils allaient bientôt pouvoir s'appuyer sur des sondages commandités par les grands quotidiens et réalisés au lendemain de la « journée de la légalité » « indiquant » que le conflit d'intérêts du président du Conseil figurait parmi « les principales préoccupations des Italiens ». L'ancien Président de la République Francesco Cossiga écrivit au *Corriere della Sera* et au Président Carlo Azeglio Ciampi pour prévenir du danger d'une nouvelle période terroriste, le ministre de la Justice Roberto Castelli (Ligue du Nord) évoqua le risque d'un retour des « années de plomb » ; une bombe de faible puissance explosa aux abords du ministère de l'Intérieur quelques heures après ce commentaire du ministre.

La portée du meeting provenait d'une pléthore d'acteurs qui, obéissant à des motivations très variées, s'en saisirent rapidement dans le cadre de leurs activités routinières. Les porte-parole du mouvement en gestation se persuadaient de la réalité d'un nouveau climat porteur, autosuggestion qui allait les stimuler davantage ; des directeurs de presse et des

---

<sup>7</sup> Cité in « D'Alema e l'effetto-Moretti », *Il Corriere della Sera*, 19/02/2002, p.8.

<sup>8</sup> « Mais il y a un autre motif pour lequel la journée représente un vrai saut du mouvement : si ceux qui se sont réunis pour une assemblée de discussion sont nombreux au point de pouvoir faire une grande manifestation de rue, c'est le signe qu'une opinion publique de masse est en train de se réveiller » (Pardi, 2004, p.100-101).

éditorialistes tenaient là un nouveau thème<sup>9</sup> ; des membres de rédactions marquées à droite insistaient sur les « lacérations de la gauche », des représentants de la majorité gouvernementale dénonçaient « l'extrémisme des moralistes », des dirigeants du courant minoritaire des DS pouvaient mettre en cause leurs concurrents, des directeurs d'instituts de sondages obtenaient de nouvelles commandes etc. C'est dire combien le mouvement protestataire en train de prendre dépendait d'investissements disparates, voire contradictoires, sur lesquels les « protestataires » n'avaient qu'une très faible emprise. En quelques heures, ces médiations hétéroclites affectaient les calculs (d'où l'impression partagée d'une accélération), suffisamment en tout cas pour décider le président des DS à téléphoner au plus vite à Paul Ginsborg afin de lui proposer une rencontre. Principale cible de ces contestations après S. Berlusconi, M. D'Alema affronta ces nouveaux adversaires dès le 25 février lors d'une réunion publique à Florence avec les leaders du mouvement des professeurs. Devant quatre mille personnes, P. Ginsborg tança l'ancien Président du Conseil : « vous avez perdu tout contact avec la société, avec les classes moyennes autoréflexives que vous représentez, vous pensez que la politique vient d'en haut, vous vous trompez »<sup>10</sup>. Face à une salle hostile, le président des DS s'est livré à une sorte d'autocritique, mais il a aussi déploré le « radicalisme des mouvements » et « l'insuffisance politique de l'antiberlusconisme ». Présentée dans les plus puissants médias comme un « divorce » entre la gauche et les intellectuels ou entre les dirigeants et leur base (le *Corriere della Sera* titre alors sur la « crise de l'opposition » et oppose l'Olivier au « parti de Mains propres »), cette contestation voyait de célèbres universitaires et des électeurs anonymes reprocher publiquement aux dirigeants de l'Olivier de se perdre en rivalités oligarchiques et d'ignorer les revendications du « *popolo della sinistra* ». Accusés d'avoir privilégié la « *realpolitik* » et le marketing au détriment de la « question sociale » et de la « question morale », les dirigeants du centre-gauche ont vu se retourner contre eux une partie de leur partisans.

La sensation de moins en moins équivoque et de plus en plus partagée d'un retournement de la situation produisait ce retournement car ceux qui l'éprouvaient percevaient (et pouvaient s'appuyer sur) des signes tangibles : le 27 février, le succès du cortège napolitain « pour la démocratie et la légalité » signifiait que la probabilité de réussite d'une action collective contestataire allait en augmentant en différentes aires de la péninsule. La participation massive à la manifestation romaine du 2 mars pouvait aussi être lue comme un signe de l'efficacité de ces mobilisations : les dirigeants de l'Olivier reprenaient à leur compte la « question judiciaire », repositionnement qui renforçait l'impression d'une nette inversion de tendance. Le 10 mars, le troisième *girotondo* eut lieu simultanément dans une vingtaine de villes où des groupes se donnant la main encerclaient les sièges régionaux de la RAI afin de protester contre la censure gouvernementale sur les chaînes de la télévision publique. Si la participation demeurait limitée à quelques milliers de manifestants (15 mille à Rome), l'écho était considérable, le terme « *girotondo* » intégrait le lexique politique, les rondes faisaient les gros titres de la presse écrite, des comités organisateurs se multipliaient sur le territoire, les mobilisations « spontanées » se répandaient et se répondaient. Les effets produits sur le jeu politique s'accroissaient : soucieux de démentir la fracture entre l'opinion de gauche et ses représentants diagnostiquée par de nombreux commentateurs, le secrétaire des DS Piero Fassino prenait part à la ronde autour du siège central de la RAI (où des militants du Parti Radical arborant leur symbole furent contestés, les drapeaux et signes partisans étant interdits) et en rencontrait les organisatrices. A Bologne, les membres du comité local des *girotondi* demandaient aux dirigeants du centre-gauche l'organisation de primaires en vue de l'élection municipale de 2004.

---

<sup>9</sup> « La gauche descend dans la rue indépendamment de ses partis de référence et peut-être contre eux » Eugenio Scalfari, « La sinistra indignata all' assalto del cielo », *La Repubblica*, 24/02/2002, p.1.

<sup>10</sup> « D'Alema contestato a Firenze », *La Repubblica*, 26/02/2002, p.1.

Certains enjeux politiques allaient donc être perturbés par ces *girotondi* qui, le 13 avril, encerclaient le ministère de l'Éducation pour s'opposer aux réformes de la ministre Letizia Moratti. La « ronde » qui prit place le 31 juillet devant le Sénat lors de la discussion de la proposition de loi Cirami<sup>11</sup> a fortement pesé sur l'ambiance électrique de ces séances parlementaires et incité les élus de gauche à quitter l'hémicycle. Après la pause estivale, c'est le « *girotondo nazionale* » prévu à Rome le 14 septembre qui allait marquer la rentrée politique : les leaders des partis de gauche se demandaient quelle position adopter par rapport à cette mobilisation que beaucoup annonçaient comme très massive et dont les préparatifs faisaient l'objet de multiples spéculations, le comité organisateur, composé du comité romain des *girotondi*, de Paolo Flores d'Arcais, d'Elio Veltri et Marco Travaglio (auteurs de *L'odeur de l'argent*, un livre sur la fortune financière de S. Berlusconi), de Francesco Pardi et de Nanni Moretti s'enfermant dans le complexe cinématographique du cinéaste romain. Cette « fête de protestation » rencontra un énorme succès, avec plusieurs centaines de milliers de participants (250 mille selon la préfecture, un million d'après les organisateurs) remplissant la piazza San Giovanni, lieu traditionnel des grandes manifestations de la gauche. Son *modus operandi* est très révélateur des relations compliquées avec les états-majors du centre-gauche, les organisateurs refusèrent les rencontres proposées par F. Rutelli et P. Fassino puis décidèrent qu'aucun politicien ne serait admis sur la scène, à l'exception du maire de Rome Walter Veltroni, autorisé à prendre la parole pour l'aide logistique apportée par la municipalité. Les responsables des partis (DS, *Margherita*, *Verdi*, *l'Italia dei Valori*) se trouvaient parmi le public à écouter les orateurs (artistes, journalistes, professeurs) et les intermèdes des chanteurs. Avec cette inversion hiérarchique hautement symbolique dans ce lieu si important dans l'histoire de la gauche italienne, les organisateurs envoyaient un message polémique à leurs interlocuteurs politiques. Présent dans le public, A. Di Pietro, à la tête de la petite formation *Italia dei Valori*, déplorait un « nouvel ostracisme ». Les commentateurs soulignaient la distance affichée vis-à-vis des leaders de l'opposition. Désigné par beaucoup comme l'« idéologue » du mouvement, le philosophe P. Flores d'Arcais en appelait à la disparition du « monopole de la chose publique par les politiciens professionnels », ce qui n'allait pas sans susciter quelques tensions.

S'agissait-il d'un « mouvement social » ? Selon Sidney Tarrow, « *Power in movement grows when ordinary people join forces in contentious confrontation with elites, authorities and opponents. Mounting, coordinating and sustaining this interaction is the peculiar contribution of the social movement* » (Tarrow, 1994, p. 1). Si les *girotondi* ressemblent à un mouvement social avec ses « actions collectives contestataires », il ne serait guère pertinent de penser en termes de « gens ordinaires », « élites », « opposants » et « autorités » puisque ces catégories font partie de celles qui sont en jeu lors de chaque mouvement social, dans la lutte pour la définition de la situation. Le plus important pour notre propos réside dans le fait que le succès de ces mobilisations a grandement surpris leurs promoteurs, avec un crescendo des multiples effets de seuil<sup>12</sup> (Dobry, 1990, p.369). Cet aspect non-anticipé du mouvement lui

<sup>11</sup> Après plusieurs mois de polémiques, la loi Cirami centrée sur la notion de « soupçon légitime » a finalement été adoptée le 5 novembre 2002. Cette loi permet à toute personne renvoyé en jugement de récuser le tribunal en mettant en cause l'impartialité des juges et, en cas d'avis favorable de la Cour de Cassation (l'examen de la requête interrompant *de facto* le procès), d'obtenir le transfert du procès dans un autre tribunal. Les adversaires du gouvernement réprouvaient une nouvelle « loi *ad personam* » destinée à régler les problèmes judiciaires de l'avocat Cesare Previti, l'un des plus proches collaborateurs de S. Berlusconi.

<sup>12</sup> La présence de 5 000 personnes a stupéfié les organisatrices du premier *girotondo* romain ; pour le cortège des professeurs de Florence, Francesco Pardi espérait 3 000 manifestants, ils furent 12 000 ; au Palais des sports de Milan, Simona Peverelli misait sur 8 000 participants, ils furent 40 000. Les promoteurs du *girotondo* national ont dû déplacer le lieu de la « fête de protestation » à deux semaines du rendez-vous, leurs dernières estimations tablant sur 100 000 personnes (l'affluence dépassera les 300 000), *Micromega* a vendu plus de 100 000 exemplaires du numéro « Resistere, resistere, resistere », soit son record de ventes.

donnait sa force disruptive. Les attentes étant amplement déjouées, le « contexte » était en train d'osciller et, chose inimaginable quelques mois auparavant, les organisateurs des rondes pouvaient se concevoir en « éclaireurs ».

## QUI SONT-ILS, QUE FONT-ILS ?

Comment des personnes sans antécédents militants en sont-elles venues à organiser des manifestations ? Comment ont-elles pu peser sur le jeu politique au nom de la « société civile » ? Comment leur est venue l'idée des « rondes citoyennes » ? Qu'est-ce que leurs dispositions sociales expliquent ? Comment, en l'espace de six mois, ont-elles pu passer de sit-in très confidentiels à la réunion de centaines de milliers de personnes ?

Les initiateurs des *girotondi* sont pour la plupart des femmes trentenaires ou quadragénaires issues des classes moyennes fortement diplômées. Simona Peverelli (32 ans), directrice d'Omicron (Observatoire Milanais du crime organisé), ancienne étudiante puis assistante parlementaire de N. Dalla Chiesa, a lancé les *girandole* et co-organisé la « journée de la légalité » et sera l'une des promotrices du cercle *Libertà e Giustizia*. La journaliste freelance Daria Colombo (46 ans) et l'étudiante en Droit Luigina Venturelli (25 ans) ont organisé le premier *girotondo* à Milan : elles voulaient exprimer en public leur indignation après le remplacement sur décision ministérielle d'un juge du procès SME, dans lequel comparait le Président du Conseil. Luigina Venturelli n'avait jamais participé à un mouvement politique, mais elle a eu l'idée d'une chaîne humaine autour du palais de justice (un point focal durant *Mani pulite*), une procession sans drapeaux ni symboles politiques, mais capable de produire un impact visuel avec un faible nombre de participants. Tractant à l'Université et dans le métro, contactant des porte-parole d'associations et utilisant une liste de 500 courriels comprenant des membres des élites artistiques et académiques de Milan, Daria Colombo, dont le mari est l'auteur-compositeur-interprète Roberto Vecchioni, et Luigina Venturelli obtinrent un certain succès avec leur premier « carrousel pour la démocratie ».

A Rome aussi, les inventeurs des *girotondi* étaient des femmes issues des catégories socioprofessionnelles les plus sur-représentées chez les électeurs du centre-gauche (Diamanti, 2002, p.58), les classes moyennes diplômées, les professions intellectuelles en particulier ; on compte parmi elles deux traductrices, une avocate, une directrice de production cinématographique, une étudiante, une physiothérapeute. Ces quelques romaines se présentant comme de « simples citoyennes voulant défendre la démocratie » n'avaient jamais lancé une action collective. Il s'agissait surtout d'une initiative de deux amies traductrices, Silvia Bonucci (38 ans) et Marina Astrologo (46 ans). Silvia Bonucci, qui n'a « jamais été inscrite à un parti », « a toujours été très intéressée par la politique, mais de l'extérieur », traduit des films et des livres d'art, c'est une amie de Nanni Moretti, elle a fait quelques apparitions dans certains de ses films. Son amie Marina Astrologo a traduit deux volumes de Harry Potter. Nous pouvons voir qu'il y avaient des liens interpersonnels préexistants, ces connections précèdent l'action collective; l'amitié facilite la confiance et la coopération, mais c'est la mobilisation qui va les transformer en collectif. S. Bonucci et M. Astrologo étaient très loin d'imaginer qu'elles mettaient en place un mouvement de masse, leur initiative était vécue comme une protestation civique. Comment des individus sans important capital politique font-ils pour agir politiquement ?

Si S. Bonucci n'avait pas de savoir-faire politique ou militant, certaines de ses dispositions étaient propices, notamment l'assurance que lui donnaient son capital culturel et son capital social. Elle a grandi dans une famille *benestante* (« bourgeoise pour l'aspect socio-économique, pas pour la mentalité ») et se sentait suffisamment confiante pour organiser un

sit-in devant le Ministère de la Justice alors qu'elle ne savait « pas du tout ce qu'il fallait faire sur le plan administratif ». Elle a appelé ses amis, envoyé des courriels et des faxes avant d'appeler la préfecture pour obtenir l'autorisation (le fait qu'elle ne représente aucun groupe ou association et qu'elle fasse sa demande trois jours avant le sit-in a déconcerté son interlocuteur) et de suivre les instructions. Le samedi 19 janvier, avec 60 personnes stationnant près du ministère de la Justice, ce rassemblement de « défense de la justice » (*presidio per la giustizia*) n'avait rien d'impressionnant ; ce n'était pas un succès mais Lara Pace (32 ans, physiothérapeute, amie de Silvia Bonucci) a insisté pour promouvoir d'autres sit-in, mot d'ordre qui se heurtait au scepticisme général :

« Au départ les réactions, c'était "mais ça sert à quoi !? c'est inutile, de toute façon, qu'est-ce que tu veux faire ?" etc. Il y avait beaucoup de résignation et du coup c'est vrai qu'il n'y avait pas de monde ce samedi-là mais Lara, prise d'hystérie totale à la fin du premier sit-in, a dit "mais on va insister et le faire trois samedis de suite !", j'ai dit "bon, t'es sûre ?" mais là, c'est les trucs où chacun essaie d'encourager l'autre, on s'est dit "o.k. d'accord, on le fait trois samedis de suite !" ».

Le 26 janvier et le 2 février, la participation restait très modeste, soit environ 80 personnes. Sans les médiations qui allaient faire de l'intervention de N. Moretti un événement (précisément à compter du 2 février), elles n'auraient sans doute plus osé y croire et auraient probablement renoncé. Cet événement allait inhiber le découragement et les remotiver, les remettre en mouvement. Dans cette nouvelle perspective, la grande difficulté à mobiliser cessait d'être perçue comme une fatalité et poussait S. Bonucci à se rendre à Milan pour y rencontrer Daria Colombo, avec qui elle a pu entrer en contact grâce à une journaliste du *Corriere della Sera*, et lui demander comment elle avait procédé pour le *girotondo*. Avec l'aide de Marina Ingrassi (30 ans, avocate), le petit groupe de romaines a « importé » et suivi à la lettre le mode d'emploi de la mobilisation milanaise dont le label était repris : *per mano per la democrazia* pour le nom du comité et *girotondo* pour celui de la manifestation. Elles ont commencé par distribuer des tracts dans les librairies (Feltrinelli et Rinascita, points focaux de leur propre milieu), des bibliothèques et des sections locales des DS et de l'*Ulivo*. Elles ont choisi un logo, contacté des responsables d'associations politiques (Arianna Montanari de *Punta a capo*, Maria Giordano du *Club della libertà*) proches de l'Olivier, sollicité l'accord de diverses personnalités censées parrainer la manifestation et concocté un dossier de presse, une façon d'attirer des journalistes à leur conférence de presse tenue dans la salle d'une petite librairie louée pour cent euros.

C'est après trois échecs que les médias ont été perçus comme des partenaires indispensables au succès de la mobilisation. A la fois ressource et contrainte, cet intérêt pour les médias peut être à l'origine de la forme *girotondo* comme innovation du répertoire d'action collective (d'après S. Bonucci « malheureusement, avec la presse, si tu veux avoir un minimum d'intérêt pour toi, il faut que tu inventes quelque chose d'original »), même si « la ronde » a d'abord été pensée comme une solution scénographique compatible avec un nombre restreint de participants. Les organisatrices du *girotondo* romain avaient calculé qu'il leur fallait réunir au moins 900 personnes se tenant par les mains pour faire le tour complet du palais de justice, soit une affluence dix fois supérieure à leurs précédentes mobilisations. Parce qu'elles n'étaient pas certaines d'atteindre ce chiffre, elles avaient même récupéré de longs rubans pour espacer les participants et ne pas briser la ronde. Hormis la présence reconfortante des promotrices du *girotondo* milanais et l'entourage des amis, elles n'étaient sûres de rien. Dès lors, nous pouvons mieux saisir la rupture de sens qu'a pu occasionner pour elles la venue de 5 000 personnes et la couverture médiatique qui a suivie.

Fortes de ce succès inespéré, elles pouvaient soudain se définir comme une « force capable de remettre l'opposition sur la bonne voie ». La tournure de cette action collective a d'ailleurs fortement contribué à changer leur environnement mais aussi la façon dont elles sont perçues par les autres et par elles-mêmes. S. Bonucci et M. Astrologo sortent brusquement de l'anonymat, cette notoriété soudaine affectent leur identité. En quelques jours, elles doivent apprendre à répondre aux sollicitations des médias et à maîtriser la prise de parole publique, elles sont interpellées dans la rue, reçoivent de nombreux messages les invitant à faire pression sur les représentants du centre-gauche. La critique pointait des politiciens prisonniers de leurs querelles intestines. Plus que la charge idéologique, somme toute ordinaire, véhiculée par ces discours, c'est d'abord ce qu'ils autorisent à faire qui importe (Agricolianski, Cardon, 2005, pp. 58-59). Les *girotondisti* (néologisme à succès : ceux qui prennent part au *girotondo*) se sentaient suffisamment légitimes pour se présenter comme une tentative de « la base » pour remédier aux manquements de l'opposition. D'abord axée sur le thème de la justice, la protestation s'est vite élargie à d'autres enjeux politiques : la liberté de la presse, la santé, l'éducation. C'est la transformation du *girotondo* en événement qui a rendu pensable cette extension des revendications. Après-coup, les organisatrices pouvaient sereinement affirmer ne pas vouloir se cantonner à un registre monothématique et multiplier les revendications avec l'ambition de « revitaliser la démocratie », d'agir comme un « groupe d'intérêt civique » avec des manifestations autour d'institutions qu'elles jugeaient menacées (Tribunaux, ministères, Sénat, télévision publique) par le gouvernement et ce qu'elles critiquaient comme l'absence de l'opposition.

Le credo politique se réfère à une culture de centre-gauche, les organisatrices se prévalent d'un mouvement réformiste, transversal, ouvert, y compris aux « électeurs bernés par Berlusconi », elles devront réagir à la définition des *girotondi* que tentent d'imposer certaines de leurs cibles politiques et une partie des rédactions. Leur idéologie volontariste et méritocratique, leur insistance sur le rôle des citoyens et sur la nécessité d'une reprise en main de la politique « par le bas » les ont rapidement exposées aux attaques visant leur « populisme », verdict d'abord émis par des dirigeants du centre-gauche et des journalistes puis repris par des politistes<sup>13</sup>. A la fois réponse à cette stigmatisation et conviction politique, la défense de la Constitution est centrale dans leur discours, si la résistance au fascisme est un modèle, c'est surtout la nécessité d'un Etat de droit qui est invoquée. Par exemple, les animateurs de l'association milanaise *Adottiamo la Costituzione*, ont demandé à chaque membre de protéger la Constitution en adoptant un de ses articles, en l'apprenant et le lisant ou chantant en public. Les citations de Tocqueville, Norberto Bobbio et les « brigades Montesquieu » sont là pour revendiquer ce modératisme.

La participation aux « rondes » de personnes qui n'avaient que très rarement pris part à des manifestations, des très jeunes et des très âgées, non syndiquées et non affiliées à des organisations politiques, des couples avec enfants, a beaucoup contribué à leur impact sans commune mesure avec le nombre de participants. Ainsi en 2002 quelques milliers de *girotondisti*, un groupe aux contours flous et sans grande consistance, ont plus marqué le jeu politique que des millions de manifestants des défilés syndicaux, auxquels les *girotondisti* se sont associés. Le 23 mars, la plus grande manifestation de rue jamais vue en Italie était organisée par la CGIL, principale confédération syndicale : au moins deux millions de personnes à Rome contre la réforme de l'article 18 du code du Travail ; le 16 Avril, la grève

---

<sup>13</sup> D'après Yves Surel, « les girotondi sont populistes parce qu'ils extortent le peuple à se réapproprier le pouvoir, accusant la classe politique d'avoir trahi la démocratie authentique », in « Come ti seduco la folla », *La Repubblica*, 6/02/2003, p. 43. Selon Marco Tarchi, « Avec l'arrivée des girotondi, le populisme italien a, dans un certain sens, complété le cercle ouvert par Tangentopoli », (Tarchi, 2003, p. 193). L'ancien directeur de presse et député DS Pepino Caldarola y voit un « populisme de gauche », (Caldarola, 2004, p.108).

nationale était un succès avec 13 millions de participants et un total de deux millions de manifestants dans les principales villes.

Les *girotondisti* sont-ils porteurs d'un habitus spécifiquement petit-bourgeois ? (Bourdieu, 1979, p. 533). Leurs prédispositions sociales expliquent-elles leur propension à l'engagement civique ? A l'instar de la plupart des acteurs à la base de ce qui est communément appelé « société civile », ces membres des classes moyennes sont fortement dotés en capital culturel, et, partant, en ressources et valeurs étatiques. Le cinéaste Nanni Moretti, qui a endossé le rôle de porte-parole des *girotondisti*, vient d'une famille richement dotée en la matière, son père était professeur de grec ancien, sa mère enseignait le grec et le latin. Si un important capital culturel, bien plus conséquent que le capital économique, semble être un dénominateur commun des organisateurs et des participants (enseignants, étudiants, professionnels des arts et spectacles, personnel de santé) jusqu'en 2002, ces prédispositions ne les avaient pas « conduit » à ce type d'action. Leurs dispositions et leur positions dans leur champs respectifs éclairent leur propension à s'engager dans un tel mouvement mais elles n'éclairent pas l'occurrence de ce mouvement, c'est pourquoi nous soulignons l'importance cruciale du contexte, c'est-à-dire de leurs estimations de la situation et, partant, de la configuration où ces dispositions ont pu s'actualiser. Liées à leurs dispositions durables, les normes éthiques et politiques qu'ils partageaient se muaient en principe d'action parce que des variations conséquentes de leurs évaluations ouvraient la voie à de nouvelles pratiques, à des choses qu'ils n'avaient jamais cru possible de faire.

Durant cette phase de forte expansion, de nouvelles opportunités émergeaient, une cascade d'événements permettait au mouvement d'essaimer. Cette conductivité a complètement changé le contexte dans lequel chaque acteur évolue. Ce mouvement autopoïétique, au sens où il engendrait ses propres opportunités (Agrikolianski, Fillieule, Mayer, 2005, p.18), était renforcé par des petits groupes locaux, une myriade d'associations *ad hoc* très réactives, générant par auto-amplifications successives un nouveau contexte où chaque participant réverbérait l'écho du mouvement. A leur grand étonnement, les *girotondisti* ont fait des émules dans de nombreuses villes, avec autant de comités locaux mis sur pied en quelques jours dans un climat d'effervescence lié à la concomitance de fortes oscillations du possible. A Naples, des enseignants et des étudiants de la Faculté de Langues et Littératures Etrangères, des juristes et des avocats s'associaient et descendaient dans la rue ; à Turin, des juristes, des philosophes, des historiens et des étudiants fondaient l'association Altera ; à Bari, des sociologues et l'éditeur Alessandro Laterza promouvaient l'association *Città plurale*. « Entre l'idée et la manifestation, dix jours suffisent » disaient la plupart des organisateurs. Cette prise de décision rapide pour le volet opérationnel est l'un des avantages de ces petits groupes faiblement institutionnalisés qui, avec un usage intensif d'Internet (d'abord avec une liste de courriels, une lettre d'information puis la création d'un site) sont en mesure d'informer et de mobiliser à moindre coût. Dix ans après le « *popolo dei fax* » qui avait marqué les phases les plus intenses de *Mani pulite* lorsque des personnes envoyaient des faxes d'indignation aux principales institutions politiques et aux médias, les *girotondisti* se présentent comme le « *popolo delle e-mail* ».

La meilleure coordination facilitée par les sites Internet et le faible niveau d'institutionnalisation de ces groupes permettent leur réactivité et les affiliations multiples de leurs membres. La plupart des comités locaux des *girotondi* coopèrent avec des associations beaucoup plus structurées (*Legambiente, Arci, Libera, Articolo 21, Attac Italia* etc.) et aussi avec des sections locales ou des groupes de sympathisants des DS et de l'Olivier. Comme Anthony Oberschall l'a montré, un haut niveau préexistant d'intégration et d'organisation des acteurs peut-être un facteur décisif de leur mobilisation (Oberschall, 1973) en ce qu'il facilite la connectivité. Les *girotondi* ont pris la forme réticulaire d'un mouvement de mouvements, un espace social de coordination de petits groupes locaux modulaires. Beaucoup de groupes



sont restés informels ou dépourvus de statut juridiques, d'autres ont eu tendance à s'institutionnaliser. A Florence, le mouvement des professeurs a donné lieu à plusieurs associations, le Laboratoire pour la démocratie, la coordination des citoyens et le Forum citoyen, dont les échanges vont contribuer à l'organisation du premier forum social européen.

Ce mouvement était aussi relayé par des radios locales (Controradio), le mensuel *Micromega* et l'hebdomadaire *Diario* dont l'un des principaux journalistes est Gianni Barbacetto, l'ancien rédacteur-en-chef de *Società Civile*, le mensuel du cercle milanais mené par N. Dalla Chiesa. Dans cette perspective, les filiations que nous avons mentionnées en début d'article, de l'histoire des radios « libres » à l'affirmation d'un journalisme d'investigation, ont leur importance. En tant qu'ancien leader de *Società Civile*, de *La Rete*, de membre actif d'*Adottiamo la Costituzione* et de figure tutélaire d'Omicron, N. Dalla Chiesa fait figure de passeur du mouvement ; comme d'autres acteurs caractérisés par une forte multipositionnalité, il en est l'un des principaux médiateurs, beaucoup d'échanges sont passés et passent par lui ; nous le retrouvons actif à de nombreux moments forts du cycle (du meeting de piazza Navona à la journée de la légalité). A l'instar de *Micromega*, la rédaction de *Diario* appartient à part entière aux collectifs enrôlés dans le mouvement auquel elle a concouru dans ses différents phases, de l'entrefilet signalant le premier sit-in romain au numéro spécial *Cittadini*<sup>14</sup>, sorte d'autoportrait photographique d'une centaine de participants de ces mobilisations (pour la plupart lecteurs anonymes de la revue) en passant par l'insertion d'un *manuale dell'autoconvocato*, soit un guide pratique du mouvement en voie de formation ou comment organiser un *girotondo*, contacter les journalistes, en particulier ceux des agences de presse, des artistes, des webmasters et des graphistes etc. En quelques semaines, les relations entre ces activistes ont construit un nouvel espace social en expansion. L'activation et la multiplication de ces liens ont produit un sentiment d'appartenance et la sensation performative d'une « accélération de l'histoire ».

Les liens ambivalents avec les partis politiques peuvent être abordés avec les catégories forgées par Albert Hirschman (Hirschman, 1970). Déçus par les représentants du centre-gauche, les *girotondisti* ont pris la parole pour montrer que leur loyauté n'était pas garantie et que leur défection n'était pas totalement exclue. S. Bonucci peut facilement exprimer un rapport distancié avec les partis politiques : « j'ai des gros problèmes avec le parti en tant que tel (...) ce qui me dérange toujours dans les partis, ce sont les certitudes (...) moi j'ai plein de doutes sur plein de choses, je n'ai pas d'opinion nette et tranchée ». Cette critique des grandes organisations, vues comme pyramidales, est typique des représentants de petites organisations faiblement institutionnalisées qui se baptisent les « *autoconvocati* », une façon de proclamer leur autonomie vis-à-vis des machines politiques. Sur leur site Internet, les initiateurs des *girotondi* se qualifient de groupe ouvert sans statut juridique entièrement autofinancé et auto-régulé, de « mouvement de la société civile » sans label politique afin « d'éviter les instrumentalisation et pressions politiques ». Pour la somme de dix-sept mille euros, S. Peverelli et une amie ont loué le palais des sports et l'équipement audiovisuel de la « journée de la légalité », la quête collectée à cette occasion a en partie remboursé ces frais. Désigné par beaucoup comme le « maître à penser » du mouvement, le philosophe et directeur de la revue *Micromega* P. Flores d'Arcais fustigeait la « machinerie bureaucratique du parti de masse moderne ». Des discours jugés insensés avant la transformation du contexte gagnaient en crédibilité, ainsi d'après F. Pardi, « le mouvement est l'esprit qui propose, les partis sont au Parlement et votent ». Cette sorte d'état d'ébriété provenait de ce qui était alors perçu par ces deux porte-parole comme des indicateurs de tendance toujours plus favorables, en l'occurrence le « triomphe du *girotondo* national » qui autorisait des coups qu'ils s'interdisaient jusque là : ils vont menacer de fonder leur propre parti, une menace alors prise

---

<sup>14</sup> « Cittadini. E primavera, si svegliano i movimenti », *Diario*, VII, 9, 8/03/2002.

au sérieux par de nombreux commentateurs<sup>15</sup>. Accusé d'exploiter un credo antipolitique basé sur la dénonciation, P. Flores D'Arcais a voulu montrer qu'il était capable de propositions constructives. A l'occasion du *girotondo* national, la rédaction de *Micromega* a publié un numéro intitulé « une autre Italie est possible », sorte de programme politique avec 24 propositions faites par des journalistes, des intellectuels et des magistrats. La rédaction a aussi promu deux référendums « pour la légalité » concernant la loi sur la falsification de bilan et celle sur les commissions rogatoires.

Les effets étaient tangibles, les leaders du centre-gauche devaient dénier avoir négligé la « question morale », réduire l'influence des *girotondi* semblait être une priorité, d'autant plus que leur convergence avec le leader syndical Sergio Cofferati et l'aile gauche des DS faisait que beaucoup estimaient probable une scission du principal parti de l'opposition. S. Cofferati était perçu comme l'un des futurs leaders de l'*Ulivo*, avant même de quitter son poste de secrétaire de la CGIL, il avait rencontré les *girotondisti* au moment où le service d'ordre de la centrale syndicale apportait son aide logistique au *girotondo* national. Acclamé lors des fêtes de l'*Unità*, il a appelé au « réveil de la société », critiqué les choix des dirigeants de l'opposition et parlé de coopération paritaire « entre mouvements et partis » en vue d'un « grande *Ulivo* », programme qui n'allait pas sans inquiéter les dirigeants des DS, beaucoup voyant dans un « ticket » Prodi/Cofferati la clef d'une victoire aux prochaines législatives. Au lendemain du *girotondo* national, ce mouvement composite de mobilisations contestataires entrant en résonance avait le vent en poupe et paraissait devoir reconfigurer l'opposition, des coups et des « tactiques » impensables quelques mois en arrière paraissaient à la portée de ses leaders. Comment expliquer le rapide déclin qui a pris place courant 2003 ?

## LA DÉMOBILISATION COMME REFONTE DU CONTEXTE

La dynamique faite de propriétés émergentes qui a vu l'essor des rondes n'en dépendait pas moins d'attentes et de relations entre les acteurs et, en ce sens, se jouait continûment. Dans les jours suivant le *girotondo* national du 14 septembre 2002, cet énième temps fort était perçu par ses promoteurs et ses adversaires comme une nouvelle étape d'un mouvement qui allait crescendo. P. Flores d'Arcais assurait que les *girotondi* allaient s'enraciner et peser pour longtemps sur le jeu politique. Personne ne pensait qu'il s'agissait du pic des mobilisations en cours. Les rondes ont d'ailleurs vite repris et marqué certaines phases du débat politique. Le 11 octobre, elles se métamorphosent en retraites aux flambeaux pour contrer la proposition de loi Cirami sur le soupçon légitime, à Rome un cortège de dix mille personnes se rend aux abords du Quirinal, le palais présidentiel. Le 5 novembre, des manifestations s'organisent dans une quarantaine de villes, leur pétition invitant le Président de la République à ne pas contresigner la loi recueillie plus de cent mille signatures. Les initiateurs du mouvement n'en vont pas moins expérimenter la réversibilité de leurs perceptions du possible, mais cette fois dans un sens défavorable. La confluence des *girotondi* dans le vaste mouvement pacifiste va leur ôter une grande part de leur visibilité puis le brusque reflux du mouvement pacifiste va aussi les concerner. En quelques semaines, les évaluations et les relations constitutives du mouvement évoluaient fortement. Passé l'effet de surprise, les rondes auront tendance à perdre leur aspect disruptif, la participation sera moindre et leurs organisateurs vont se diviser sur les options tactiques.

Comment rendre compte de cette mutabilité du contexte ? Le 26 janvier 2003, lors d'une ronde autour du siège de l'administration régionale lombarde à Milan, N. Moretti

---

<sup>15</sup> Cf. « Operazione partito », *L'Espresso*, XLVIII, 38, 19/09/2002, p. 70-71.

annonçait que les *girotondi* ne présenteraient pas de listes aux élections, soit une prise de distance avec le projet de P. Flores d'Arcais et F. Pardi, en appelait à l'unité de l'Olivier et saluait en R. Prodi et S. Cofferati ses dignes représentants. Un an après avoir sévèrement critiqué P. Fassino et F. Rutelli (lesquels lui ont proposé de rejoindre leur liste aux européennes), le cinéaste va même accepter de participer à des réunions électorales pour des candidats de l'Olivier. Ce revirement, l'un de ceux susceptibles de conditionner l'avenir du mouvement, s'inscrit dans une réorientation du contexte favorable au centre-gauche.

Si les polémiques internes au centre-gauche sont loin d'avoir disparu, notamment en avril 2003 lors des votes parlementaires sur l'engagement en Irak (l'opposition s'entre-déchirant avec trois motions), les difficultés croissantes du gouvernement et le redressement des différentes composantes de l'Olivier lors des élections locales partielles ont participé d'une transformation des attentes. Les élections « administratives » de mai-juin 2003, à savoir le renouvellement des exécutifs de 2 régions, 12 provinces et 507 communes, soit douze millions d'électeurs, ont vu la victoire du centre-gauche qui l'a emporté dans les deux régions en lice, dans 7 des 12 provinces (la victoire la plus significative étant celle de Rome) et dans 6 des 10 chefs-lieux. Cette inversion de tendance électorale s'est poursuivie en octobre lors des élections provinciales de Bolzano et de Trente. Le secrétaire des DS P. Fassino est sorti renforcé car son parti a progressé de quelques points, restant ainsi la première formation de l'Olivier, et a vu s'éloigner la menace de scission brandie par l'aile gauche du « *correntone* ». Servant de référence, captant les calculs, ces résultats démentaient le verdict visant l'impuissance du centre-gauche et objectivaient la refonte du contexte.

L' enrôlement et, en quelque sorte, la neutralisation de S. Cofferati au sein de l'Olivier a aussi changé la donne. Début 2003, la possible alliance entre l'ex-secrétaire général de la CGIL, le *correntone* et « les mouvements » (rondes, pacifistes, altermondialistes) était encore ressentie comme une menace par P. Fassino, qui regrettait publiquement « une manœuvre pour délégitimer le groupe dirigeant du parti et déstabiliser les DS ». Contre toute attente, ses tractations pour coopter S. Cofferati ont fini par aboutir : en mai, celui-ci a accepté la proposition d'investiture à l'élection municipale de Bologne, prévue en 2004, un « fief historique » que la gauche avait perdu en 1999. Cette issue a mis fin aux spéculations sur un « ticket » Prodi/Cofferati aux prochaines législatives. Autre indice tangible d'un changement du contexte politique, S. Cofferati avait aussi opté pour l'abstention au référendum sur l'article 18 du code du Travail promu par *Rifondazione Comunista* et la CGIL, une consultation tenue le 15 juin et marquée par un taux record d'abstention de 75 %, ce qui a pu ultérieurement le convaincre du bien-fondé d'une réorientation centriste. Nous tenons là une forme d'adaptation/contribution à la tournure du contexte, l'un de ces micro-ajustements capables, au-delà des intentions des acteurs et par effets d'entraînement successifs, de décider du sort du mouvement.

Détecter les signes de la tendance du moment fait partie de la praxis des acteurs d'une mobilisation qui, consciemment ou non, sont à l'affût d'indices contextuels, soit autant de facteurs (dés)inhibiteurs en puissance quant aux engagements à venir. Or, la plupart de ces indices, *i.e.* des signes perçus par les acteurs comme faisant sens, militaient alors en défaveur du mouvement ; une désescalade gagnait en probabilité. Une grande partie des intellectuels qui auraient pu rejoindre les *girotondi* a conflué dans le cercle *Libertà e Giustizia*<sup>16</sup>. Née de la rencontre entre l'organisatrice de la « journée de la légalité » S. Peverelli et l'un des promoteurs de la mobilisation des juristes turinois, cette association fondée à Milan le 18

---

<sup>16</sup> De prestigieuses personnalités ont accepté d'en devenir les « garants » : les professeurs Umberto Eco, Claudio Magris, Giovanni Sartori, l'ancien président de la Commission de Contrôle de la bourse (Consob) Guido Rossi, le journaliste Enzo Biagi, le juriste Alessandro Galante Garrone, l'ancien Ministre de la santé Umberto Veronesi, des avocats de renom (dont l'ancien défenseur de la famille Agnelli Franzo Grande Stevens) et des dirigeants d'entreprise proches du groupe éditorial Espresso/Repubblica et de Carlo de Benedetti.

novembre 2002 tentait aussi de peser sur le jeu politique mais dans une logique beaucoup plus institutionnelle, recourant à un répertoire d'action collective quasi-universitaire (Rayner, 2004).

Le « contexte » changeait, tournure des anticipations qui n'allait pas sans affecter ce que font les acteurs, lesquels tendent à se plier à leurs projections. Dans une logique spéculaire, une affluence inférieure aux prévisions avait des effets ultérieurement dissuasifs, une spirale du déclin succédait à la spirale de l'essor impulsée un an plus tôt par des niveaux de mobilisation largement supérieurs aux attentes<sup>17</sup>. En tant qu'acteurs collectifs, les *girotondisti* existaient surtout à travers les « rondes », or celles-ci perdaient en participation et en impact, leur étirement dans le temps tendait à dissoudre le collectif. Le « *movimento* » perdait de sa force perturbatrice, telle était du moins l'impression auto-entretenu que ses participants tiraient de la situation. La perspective d'un désaveu massif du centre-gauche par ses électeurs traditionnels est progressivement réapparue peu plausible et certains coups ont de nouveau été perçus comme infaisables. Les rencontres publiques et à portes closes entre les porte-parole du centre-gauche et ceux des *girotondi* ont élevé ces derniers au rang d'interlocuteurs politiques légitimes, mais elles ont surtout contribué au cloisonnement de ces échanges, à leur verrouillage. L'une des questions centrales était la composition de la liste pour les élections européennes, N. Moretti refusa de se porter candidat et déclara qu'il était temps pour lui de revenir à sa profession, désimplication qui était lourde de sens en ce qu'elle privait le groupe de son leader. Ces repositionnements de S. Cofferati et de N. Moretti, points de repère d'une partie consistante des acteurs mobilisés, incitaient ces derniers ainsi que leurs interlocuteurs et adversaires politiques à réviser leurs prédictions quant au devenir du mouvement. C'est en vain que les porte-parole des *girotondi* tentèrent au nom de la « demande d'unité des électeurs du centre-gauche » d'éviter le veto des socialistes à la présence d'Antonio Di Pietro et de l'ancien secrétaire du parti communiste Achile Occhetto sur la liste de l'*Ulivo*. L'échec électoral flagrant de leur liste commune (2,1 % des suffrages exprimés contre 31,1 % à la liste *Uniti nell'Ulivo*) a renforcé la probabilité d'une reprise de contrôle par les « appareils ». Cette issue a pu faire douter les *girotondisti* de leur capacité d'influence. Présenté dans les médias comme le principal rival de S. Berlusconi, le président de la Commission européenne Romano Prodi, dont le mandat européen expirait en novembre 2004, préparait son retour en Italie. A la défaveur des *girotondisti*, le jeu politique était en train de recouvrer son autonomie, l'un des principaux enjeux en prévision des élections législatives de 2006, le projet de réorganisation du centre-gauche, allait se décider entre les états-majors. D'après S. Bonucci :

« c'est très ambigu la réaction des partis politiques, ils ne nous aiment pas, c'est clair, on les emmerde, ils nous voient comme des concurrents potentiels, comme des usurpateurs, "la politique doit être faite par les partis politiques, pas par des particuliers" et on sent très bien une irritation à notre égard, probablement plus de la part des DS que de la part de *La Margherita* parce qu'ils savent très bien qu'on touche surtout leur électorat (...) après le 14 septembre, ça été très clair, on nous a fermé les portes au nez alors que nous, quand même, on pensait qu'un million de personnes c'est pas rien, ça va nous donner du poids dans la balance, pas du tout ! Une incompréhension totale, c'est un peu décourageant ! Certains disent que les *girotondi* sont finis, en fait, les partis politiques n'attendent que ça ! (...) ils n'ont jamais eu

---

<sup>17</sup> Le 18 juin 2003, deux mille personnes manifestaient devant l'assemblée nationale pour protester contre la loi sur l'immunité : entonnant *Bella Ciao*, les promoteurs de ce *Girotondo* procédèrent à un lâcher de ballons (lesquels reproduisaient les 4 articles constitutionnels enfreints par la nouvelle loi), cette pression a encouragé les députés de l'opposition à quitter l'hémicycle. La participation à la ronde contre la loi Gaspari (régulant le secteur télévisuel à l'avantage de Berlusconi) du 3 décembre 2003 s'est avérée modeste (1 000 personnes).

l'intention de faire une liste vraiment unitaire (...) Prodi aurait dû être une référence si on n'avait pas l'impression que lui aussi est en train de jouer ce jeu là (...) il y a un manque total de compréhension. Nous leur avons seulement demandé de revenir à l'Olivier de 1996, ils ne savent plus ce que veut leur base et ils s'en foutent ».

En faisant l'expérience du déclin rapide des manifestations, les organisateurs des *girotondi* ont appris combien il était difficile de maintenir un haut niveau d'engagement, de prolonger des actions collectives et d'agir conjointement avec des interlocuteurs hétérogènes. Leur vie quotidienne avait été complètement perturbée par l'emballement imprévu du mouvement (ils passaient en moyenne deux heures par jour pour répondre aux coups de fil et aux courriels) et les efforts de coordination entre les dizaines de comités locaux. Ils ont rapidement appris que l'activité politique est presque un engagement à plein temps qui pouvait sérieusement bouleverser leur vie privée et professionnelle. Entre mars 2002 et avril 2003, F. Pardi a participé à une centaine de réunions publiques, réunions dont le succès même compliquait les prises de décision : face à un nombre croissant de partenaires, se mettre d'accord sur les modes d'action devenait compliqué. La sensation d'usure peut être analysée comme une rationalisation a posteriori pour des acteurs en proie à la tournure défavorable du contexte : un niveau croissant de participation aurait sans doute balayé cette lassitude. Selon S. Bonucci, il y avaient des aspects valorisants (lors de la manifestation contre la loi Cirami, « les sénateurs ont fait appel à nous pour faire quelque chose ») mais organiser le *girotondo* national « était un cauchemar, c'était une tension nerveuse, je ne le referai pas », une source d'ennuis très chronophage surtout pour les problèmes logistiques liés à la sécurité. Après une première phase enthousiaste, avec son lot de conceptions héroïques et spontanéistes, de folles espérances et de déclarations à l'emporte-pièce, les *girotondi* pouvaient rétrospectivement apparaître comme un épiphénomène.

Les organisateurs se disaient après-coup qu'ils avaient su donner une expression civique au mécontentement d'une partie des sympathisants du centre-gauche, interprétation fonctionnaliste rétrospective que fait sienne M. D'Alema dans une sorte d'hommage aux perdants<sup>18</sup> et qui occulte combien ce mouvement formait un processus ouvert dont l'issue aurait pu être fort différente pour peu que des acteurs issus d'autres secteurs aient rejoint ces mobilisations. Ce qui avait produit une crise politique durant *Tangentopoli* c'était le fait que des mobilisations multisectorielles (Dobry, 1986), liées à la concomitance de fortes oscillations des perceptions du possible, prennent place simultanément dans les secteurs judiciaire, patronal, politique et journalistique. En 2002 et 2003, les entrepreneurs sont restés étrangers aux *girotondi*, les principaux leaders politiques se sont montrer hostiles, la plupart des journalistes sont restés prudents, surtout à la télévision (où le « mouvement » était presque invisible), l'autocensure était très forte, les journalistes connus pour leur sympathie de gauche avaient été évincés du petit écran, il n'y a pas eu de basculement au sein des médias qui comptent. Dans cette configuration, influencer le jeu politique de l'extérieur semble très difficile parce qu'il s'agit d'un univers partiellement autonome, avec ses propres acteurs, règles, enjeux et valeurs, qui, en l'absence de mobilisations multisectorielles, oppose sa propre inertie.

Pour comprendre comment les rondes ont pu émerger puis disparaître aussi rapidement, nous avons accordé une place cruciale au « contexte ». Le « contexte » de ces actions collectives menées au nom de la « société civile » est à la fois la matrice et la résultante de micro-contextes. Ces micro-contextes que nous avons pris en compte se révèlent très fluctuants puisqu'ils résultent pour beaucoup de ce que les acteurs perçoivent comme

---

<sup>18</sup> Les *girotondisti* étant remerciés par l'une de leurs principales cibles pour l'impulsion donnée au centre-gauche, « D'Alema fa pace con Moretti "La sua una frustata positiva" », *La Repubblica*, 23/04/2005, p.7.

étant (im)possible de faire dans le cadre de leurs activités ordinaires et dans leur proche environnement. Nous avons montré que ces ressorts décisifs des (dé)mobilisations émergent localement dans le cours de l'action, or dans les théories de l'action collective, ces ressorts se trouvent généralement hors-champ. L'approche socio-génétique, l'invocation de « la structure des opportunités politiques » ou du degré d'ouverture du régime politique éclairent la réalité des formes objectivées qui façonnent les acteurs, mais ces modèles sont à nos yeux objectivistes, trop statiques et pas assez relationnels, en outre, ils négligent la *forma aperta* des événements. Or, nous pouvons difficilement penser la dynamique d'un mouvement social ou d'une action collective singulière sans nous intéresser de près aux perceptions des acteurs en situation, précisément parce que les variations de leurs perceptions du possible orientent leurs actions.

Ces perceptions renvoient aux calculs d'acteurs, qui, loin d'être rationnels, égocentrés et utilitaristes, ont néanmoins tendance à se conformer aux actions que la situation (les autres) semble exiger, permettre ou interdire, faciliter ou compliquer. Le contexte dépend étroitement de ces anticipations mutuelles, aussi, de petites variations de ces anticipations peuvent, par agrégation, brutalement changer le contexte, démentir en partie les évaluations à la base du contexte qui prévalait antérieurement. En certaines circonstances qui correspondent à des événements, des mobilisations se révèlent plus jouables que d'ordinaire. Cette labilité du contexte tient à la dimension spéculaire de ces anticipations : s'observant les uns les autres, les acteurs sociaux font montre d'une grande sensibilité aux variations de leurs attentes réciproques, lesquelles ouvrent de nouvelles contraintes et de nouvelles ressources, soit autant de raisons de se (dé)mobiliser. C'est pourquoi les mobilisations se font et défont rapidement et que l'espace engendré par les mouvements sociaux peut se dilater ou se contracter sur la courte durée. Ces fluctuations auto-organisées du contexte s'avèrent contraignantes, elles forcent les acteurs à s'adapter et peuvent avoir de grands effets sur ce que nous appelons les structures. En cas de grande amplitude, nous pouvons parler d'événement, soit une forte oscillation des perceptions du possible capable de reconfigurer le monde qui fait sens pour les acteurs.

Agrikoliansky (Eric), Fillieule (Olivier), Mayer (Nonna), (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.

Agrikoliansky (Eric), Cardon (Dominique), « Un programme en débats : Forum, formes et formats », in Agrikoliansky (Eric), Sommier (Isabelle), (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La dispute, 2005.

Bensa (Alban), Fassin (Eric), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrains*, 38, 2002.

Bourdieu (Pierre), *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

Caldarola (Pino), *Radicali e riformisti. Dalla Bolognina ai girotondi, alla lista unitaria, al partito di Prodi*, Bari, Dedalo, 2004.

Diamanti (Ilvo), « Electeurs et partis en Italie : un jeu ouvert », *Pouvoirs* (L'Italie), 103, 2002.

Dobry (Michel), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.

- Dobry (Michel), « Calcul, concurrence et gestion du sens », in Favre (Pierre), (dir.), *La manifestation*, Paris, FNSP, 1990.
- Dobry (Michel), « La causalité de l'improbable et du probable : Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures et conflits*, 17, 1995, p. 111-136.
- Grossetti (Michel), *Sociologie de l'imprévisible. Dynamique de l'activité et des formes sociales*, Paris, PUF, 2004.
- Hirschman (Albert), *Exit, voice and loyalty. Responses to decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge (Mass.), Harvard university Press, 1970.
- Kurzman (Charles), « Structural Opportunity and Perceived Opportunity in Social-Movement Theory : the Iranian Revolution of 1979 », *American Sociological Review*, 61, 1, 1996, pp. 153-170.
- Mastropaolo (Alfio), « Nouveaux acteurs politiques, nouvelle élites », *Pouvoirs* (L'Italie), 103, 2002.
- Mathieu (Lilian), « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective », *Revue française de sociologie*, 45-3, 2004, p. 561-580.
- Mc Adam (Doug), « Conceptual origins, current problems, future directions », in Mc Adam (Doug), Mc Carthy (John), Zald (Mayer), *Comparative perspectives on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Mc Adam (Doug), Sewell (William), « It's about time ; temporality in the study of social movements and révolutions », in Aminzade (Ronald), Goldstone (Jack), Mc Adam (Doug), Perry (Elizabeth), Sewell (William), Tarrow (Sidney), Tilly (Charles), *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- Oberschall (Anthony), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.
- Pardi (Pancho), *La spina nel fianco. I movimenti e l'anomalia italiana*, Milan, Garzanti, 2004.
- Rayner (Hervé), *Sociologie des scandales politiques : Tangentopoli et le basculement du jeu politique italien (1992-1994)*, Thèse de Doctorat en science politique, Université Paris X-Nanterre, 2001, 2 vol.
- Rayner (Hervé), « Civil society in movement. Two different ways of influencing the Italian political process: how *Girotondi* and *Libertà e Giustizia* are challenging political parties », Political Studies Association 54<sup>th</sup> Annual Conference, University of Lincoln, 5-8 avril 2004.
- Rayner (Hervé), *Sociologie des scandales politiques. L'opération « Mains propres » en Italie*, Paris, Michel Houdiard, 2005, à paraître.
- Romano (Claude), *L'événement et le monde*, Paris, PUF, 1998.
- Santino (Umberto), *Storia del movimento antimafia*, Rome, Editori Riuniti, 2000.
- Sewell (William H.), « Historical events as transformations of structures : Inventing revolution at the Bastille », *Theory and Society*, 1996, 25, pp. 841-881.
- Siméant (Johanna), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- Suter (Andrea), « Histoire sociale et événements historiques. Pour une nouvelle approche », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 52-3, 1997, pp. 543-567.
- Tarchi (Marco), *L'Italia populista. Dal qualunquismo ai girotondi*, Bologne, Il Mulino, 2003.
- Tarrow (Sidney), *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989.
- Tarrow (Sidney), *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.